



# Le Communiste

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

Vengeons le travailleur algérien  
Acherchour, assassiné à Clichy.  
Pour un couteau fasciste,  
deux couteaux ouvriers !  
Pour un revolver fasciste,  
deux revolvers ouvriers !

## Notre Politique

Berlin-Tokio s'entendent contre l'U.R.S.S. et des escarmouches se produisent à la frontière nippo-soviétique. L'Angleterre déplace sa flotte vers les côtes d'Espagne. Daladier et Gamelin inspectent les frontières. Les Bourses connaissent des dégringolades brutales. En Espagne, les diplomates se sont plus que situés officiellement, les armes s'affrontent.

Tout sert à onfler le chauvinisme des masses. A Paris, à Lille, des centaines de milliers de travailleurs défilent, beaucoup moins dirigés contre le capitalisme que contre les travailleurs de l'autre côté du Rhin. On ne veut pas laisser sans réplique les parades de Nuremberg.

La guerre, tous les gouvernements, tous les impérialismes la préparent fiévreusement. Les armements s'accroissent. Les points de friction se multiplient. Une tentative pour freiner la glissade et retarder quelque peu la catastrophe n'est pas à exclure dans les prévisions, mais elle serait d'une portée très courte. Les trois coups sont frappés, vient-on de dire. Les travailleurs laisseront-ils l'humanité s'effondrer dans un nouveau carnage? Car eux, seuls, peuvent empêcher en substituant au régime capitaliste le régime socialiste, par l'instauration des Etats-Unis socialistes d'Europe.

Un travailleur nord-africain, un de ces « sidis » que le capitalisme surexploite ignominieusement, vient d'être assassiné par son patron. Les chefs des grandes organisations ouvrières prêchent le calme et la tranquillité, mais aucun politicien bourgeois ne pèche par « restriction aux grands capitalistes ».

Cet assassinat d'un prolétaire est lié à la guerre qui menace. Patrons, hommes politiques de la bourgeoisie, dirigeants des partis et syndicats exigent des travailleurs l'évacuation des usines. On fait aujourd'hui respect des « droits du patronat, car ce « respect de la propriété » prépare l'exploit à la défendre demain sac au dos. La lutte quotidienne contre le capitalisme, la lutte qui met en cause l'ordre établi, la lutte qui affaiblit son propre impérialisme et prépare sa chute, c'est le seul obstacle à la guerre.

L'énorme poussée des masses s'est encore manifestée dimanche. Elle doit mettre au pied du mur les Jouhaux, les Blum, les Thorez, les ouvriers aux responsabilités du pouvoir. A l'action! exigent les travailleurs.

A l'action des travailleurs en premier lieu. A l'action des Conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats, formés de délégués élus par entreprise, localité, caserne. A l'action pour le contrôle des travailleurs sur l'économie capitaliste.

A l'action des milices armées des travailleurs pour disperser les bandes de La Rocque et Doriot, pour venger Acherchour, Llacer, Lamy, Scorticatti, Vuillemin, les dizaines de prolétaires tombés depuis plus de deux ans sous les balles fascistes.

Tous préparent la guerre. Préparez leur défaite par les soviets partout.

## CINÉMA CHAUVIN

Le Journal de Guimier a une forme-journal, mais il possède également une forme-cinéma sous le nom de « Cinéac ».

Dans les salles à cette enseigne (Gare Montparnasse, Gare Saint-Lazare) on a passé la semaine passée un documentaire intitulé Le Feu qui couve. Très instructif ce film : le spectateur moyen sort du « Cinéac » avec la conviction que les foyers de conflits européens (Vienne, Gdynia, Dantzig, Memel, Kovno) sont trop nombreux pour qu'on puisse éviter une nouvelle guerre.

Et, bien entendu, c'est la main de l'Allemagne (les stalinistes ajoutent : de Hitler) qu'on rencontre dans tous ces points névralgiques ! Ce sont les Allemands qui méditent d'asservir l'Autriche, de reprendre Memel, de supprimer Gdynia, eux également qui attisent les frictions entre Lithuaniens et Polonais à propos de Kovno...

Il importe, en effet, d'enfoncer profondément et constamment le clou de la France pacifique et de la « Germania » belliciste dans l'esprit du Français moyen. Comme cela on pourra, un jour plus ou moins éloigné, dénoncer le caractère agresseur de « puissances » dont la législation constitutionnelle ou militaire ne ressemble pas à la nôtre, comme s'exprimait le dimanche 2 août 1914 le fameux « Appel du chef de l'Etat aux Français ».

Il y a quelques années, un film comme celui-là aurait été sifflé par une partie de la salle.

Le patronat fait feu et tue...



## Travailleur de France

### Aux procès de Moscou et de Novosibirsk, c'est de ton sort qu'il s'agit !

Seize fusillés à Moscou, dont les plus anciens compagnons de Lénine dans la lutte contre l'union sacrée de 1914 à 1917, puis dans la lutte révolutionnaire en Russie !

Trotsky, créateur de l'armée rouge, prisonnier des social-patriotes norvégiens !

A Novosibirsk, des révolutionnaires sont incriminés et les agents de l'espionnage hitlérien.

Mauraud et d'autres héros, survivants de la Révolution d'Octobre, sont menacés d'être bientôt exécutés. D'un bout à l'autre de l'U.R.S.S. et dans le monde, Staline et ses valets veulent mêler les militants fidèles à la doctrine de Lénine au fascisme ; ils veulent, par des provocations et des procès (auxquels on refuse la présence de délégations ouvrières) tromper les masses prolétaires en faisant passer des trotskystes pour des agents de Hitler.

POURQUOI CE MELANGE DE COMBATTANTS PROLETARIENS AUX AGENTS FASCISTES ?

POURQUOI CET AMALGAME INFAME ?

PARCE QUE : En U.R.S.S., Staline représente les intérêts de la bureaucratie qui vit sur le travail des masses prolétaires et, pour conserver ses privilèges, veut se débarrasser des trotskystes, partisans de la Révolution mondiale, en les déshonorant ;

Dans le monde, Staline, défendant les intérêts de cette bureaucratie, a laissé ébranler la révolution chinoise en 1926 ;

... a laissé ébranler les masses travailleuses en Allemagne en 1933 (La social-démocratie, ennemi principal, tandis que le fascisme était l'ennemi secondaire) ;

... a abandonné la classe ouvrière d'Espagne, la trahit en combinant avec les démocrates dont l'impuissance a préparé le lit à Franco ;

... a mis la classe ouvrière de France à la remorque du drapeau tricolore, dans un Front populaire qui tolère l'existence de Doriot, des La Rocque, qui renforce l'armée bourgeoise et maintient les deux ans ;

Partout la politique stalinienne a entravé la Révolution prolétarienne. Au lieu de sauver la Paix par les Etats-Unis soviétiques d'Europe, le monde est menacé par la guerre à brève échéance.

## OUVRIER, PAYSAN, SOLDAT !

La révolution prolétarienne peut seule barrer la route à la guerre. Afin d'éloigner les masses de la doctrine de Lénine et des hommes qui lui sont fidèles, la contre-révolution stalinienne veut les mêler à Hitler. C'est le coup de Lénine, traité d'agent de l'Allemagne en 1917 par la contre-révolution, qui recommence.

Arrachez à la contre-révolution stalinienne les révolutionnaires qu'elle se prépare à exécuter.

Avec le Parti communiste internationaliste luttonz : Pour l'expropriation des exploités ;

Pour l'extermination de leurs valets, les La Rocque et les Doriot.

La victoire du drapeau rouge des ouvriers et des paysans en France provoquera la révolte des travailleurs allemands, la défaite de Hitler.

Elle aidera les ouvriers et paysans de l'U.R.S.S. qui ont écarté la bourgeoisie en 1917, à balayer les bureaucraties parasites qui les oppriment.

Contre Hitler, contre Doriot et La Rocque, contre Staline, en avant sous le drapeau de Lénine, dans les rangs de la IV<sup>e</sup> Internationale, pour la victoire du prolétariat.

LE COMITE CENTRAL DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE

## Retenez la date du MARDI 22 DÉCEMBRE 1936

### GRAND MEETING contre la répression en U.R.S.S.

à la Salle du « Petit Journal », 21, rue Cadet

Le P.C.I. s'entendra avec tous les groupements qui le désireront pour l'organisation de ce meeting

## L'ASSASSINAT DE CLICHY

Depuis dix-huit jours, les ouvriers de la savonnerie de Clichy, 200, quai de Clichy, étaient en grève. Un fort piquet occupait l'usine ; toutes les tentatives faites pour briser la résistance ouvrière avaient échoué. Le patron, un sieur Cusinberghé, résolut alors d'en finir avec cette situation « intolérable et illégale » comme disent les sénateurs et ministres radicaux du front populaire.

A cet effet, son fils, trésorier de la dix-huitième section Croix de feu, réunit un certain nombre de dissous. Cette petite troupe à laquelle avaient été incorporés quelques jaunes pénétra lundi matin vers 6 h. 30 par surprise dans la cour de l'usine et, sous la menace de revolvers, prétendit exiger l'évacuation. Les grévistes, parmi lesquels se trouvaient plusieurs ouvriers algériens, ne se laissèrent pas intimider ; c'est alors que les dissous, voyant que leurs menaces ne suffisaient pas, passèrent aux actes.

Ces coups de feu fascistes crièrent, les matraques s'abattirent ; des ouvriers tombèrent. L'un d'eux, Acherchour, atteint de plusieurs balles dont l'une au foie, mourut après une pénible agonie.

La police alertée dut arrêter le fils Cusinberghé, qui vient de choisir comme avocat M<sup>r</sup> Campinchi, président du groupe parlementaire radical ; il n'y a donc pas un coup de

## La Loi sur la Presse SILENCE DANS LES RANGS !

Le gouvernement va soumettre aux Chambres un projet de loi, comportant une quarantaine d'articles et rédigé par Léon Blum et Marc Rucard, qui modifie la loi de 1881 sur la presse.

Le texte n'en est pas encore divulgué, du moins en connaît-on les lignes essentielles qui instituent en France à l'égard de la presse d'avant-garde un régime de baillon et de censure dépassant de cent coupées les « lois gélérates » des gouvernements « forts ». Leur caractère bonapartiste, la quasi-clandestinité du texte qui à quelques jours du vote des Chambres est encore ignoré et la précipitation apportée par le gouvernement pour perpétrer son mauvais coup éclairent suffisamment le mensonge des déclarations démocratiques chères à nos dirigeants.

Le projet, établi avec la précipitation que l'on devine, était examiné mardi en Conseil de cabinet et entre tous les ministres l'accord n'était pas réalisé en fin d'après-midi.

Et pourtant, jeudi soir, le projet sera déposé sur le bureau de la Chambre ; la commission de législation en sera saisie et, une fois n'est pas coutume, mettra les bouchées doubles afin que le texte définitif du

projet puisse venir en discussion avant que soit complètement éteinte l'émotion provoquée à l'occasion du suicide d'un ministre.

Ceci n'est déjà pas mal. Il y a un tel document pour que l'on ait recours à des moyens aussi puérils et artificiels pour en obtenir l'acceptation des Chambres et l'imposer aux travailleurs de la ville et des champs ?

En premier lieu, les délits de presse seraient en tous les cas justiciables de la correctionnelle, les délits de procédure réduits au minimum et le tarif des peines aggravé. Tous les journaux seraient obligatoirement constitués en sociétés anonymes, l'administrateur - délégué étant obligatoirement gérant responsable du journal, et responsable personnellement de son contenu.

Ceci n'est déjà pas mal. Il y a mieux — ou pire — cependant dans le projet de loi : les polémiques contre les hommes politiques révéleraient ipso facto le caractère diffamatoire et des sanctions plus rigoureuses encore isoleraient la vie publique et privée des parlementaires et en fermeraient véritablement des personnes « tabou ». Le délit de lèse-majesté serait ainsi rétabli.

(Voir la suite en deuxième page.)

## La bataille devant Madrid

### Entre la guerre civile et la guerre impérialiste

La semaine en Espagne n'a pas été marquée, sur le front, par de grands changements. Toutes les tentatives des armées de Franco pour s'emparer de Madrid ont été vaines. Une plus vaste tentative se prépare, mais il semble que la cohésion des défenseurs, leurs solides retranchements et les moyens techniques dont ils disposent, permettent de tenir Franco en échec.

Mais la situation s'est sensiblement aggravée dans le sens où nous entretenons nos lecteurs la semaine dernière.

## Sur le plan de la guerre civile

L'idéologie : « Vaincre Franco d'abord, nos divergences après » a gagné du terrain, à tel point que cette semaine la C.N.T. a fait un appel pour la discipline complète au gouvernement républicain.

Quelques jours après, ce gouvernement, dans un appel de Caballero, exposait qu'il ne s'agissait pas de préparer le régime des soviets ni de supprimer la propriété privée, mais de continuer la république parlementaire bourgeoise sur la base de la fameuse constitution de la « République du travail d'Espagne ».

La tragique erreur qui aboutit à immobiliser les masses prolétaires dans leur élan et leurs possibilités de combat continue.

La Bataille publie des articles qui ont le redoublement des armes, pour tous ceux qui réjouissent dans les villes. On invoque à ce sujet la nécessité de faire parvenir toutes les armes au front, on menace de peines les militants socialistes, anarchistes ou communistes trouvés porteurs de poignards. Mais la guardia civile, à Barcelone, possède des mitrailleuses et des canons de tranchées ; quelques-uns de ses chefs notoires collaborent avec le ministre du P.O.U.M., le « garde des sceaux » A. Nin...

Ce bloc avec la bourgeoisie est en réalité une subordination des forces de la classe ouvrière à la démocratie bourgeoise, incapable de résoudre la crise de l'Etat démocratique. CETTE SUBORDINATION SE PRECISE CHAQUE JOUR.

Le Parti communiste français vient d'envoyer des milliers d'hommes en Espagne. Ces militants courageux croyaient aller combattre pour le prolétariat espagnol. Or, on ne les a pas mis en garde contre Companys, Caballero ou autres ; on les a mis en garde par des discours précis d'instructeurs (dont nous citerons en temps utile les noms) contre les anarchistes, les trotskystes et autres.

La classe ouvrière espagnole, qui fut livrée par ses chefs au Front Populaire et par le gouvernement du Front Populaire aux généraux rebelles, a cherché dans un élan formidable à se libérer de la démocratie bourgeoise ; elle est retenue, ligotée par ces mêmes chefs. Sous la formule « vaincre Franco d'abord », chaque jour les garrots se resserrent...

En réalité, les militants de toutes les formations ouvrières sont embourbés parce qu'ils n'ont pas donné au prolétariat espagnol, par une large démocratie prolétarienne dans des soviets, la possibilité de se dresser dans toute sa puissance, d'assurer sa cohésion, de faire librement son expérience, parce qu'ils ont renoncé à détruire l'ennemi par les moyens propres à la classe ouvrière en désagrégeant ses rangs par la libération des opprimés qu'ils contiennent. Ils ne pouvaient pas faire cela en restant liés aux hommes qui représentent des groupes d'intérêts capitalistes puissants en Espagne, au Maroc et dans le monde.

La formation d'avant - garde marxiste, le parti prolétarien fait défaut en Espagne ; tout l'héroïsme des militants, voire des chefs, ne peut remplacer l'assimilation de la science révolutionnaire par les masses, c'est-à-dire le travail du Parti marxiste.

## Sur le plan de la guerre impérialiste

La lutte en Espagne étant réduite et tendant à être de plus en plus verrouillée aux limites de la démocratie bourgeoise, elle se développe sur le plan international en une lutte entre des intérêts nationaux différents, sous les étiquettes « démocratique » et « fasciste » ; c'est parce que la situation espagnole évolue sur ce plan de blocs de nations, qu'elle devient le premier champ de bataille d'une guerre mondiale nouvelle.

(Voir la suite en deuxième page.)

P  
R  
E  
P  
A  
R  
O  
N  
S  
L  
E  
U  
R  
D  
E  
F  
A  
I  
T  
E



LES NOTRES

ASCASO et DURUTTI



Il y a une dizaine d'années, le prolétariat français défendit sur leurs noms (et aussi sur celui de Jover) le droit d'asile qu'un Poincaré voulait fouler aux pieds.

Quant à Durutti, il vient de tomber, lui aussi, assassiné à Madrid où il se trouvait à la tête des miliciens, après trois mois de combats devant Saragosse, étaient venus participer à la défense de Madrid. Un immense concours de foule l'accompagna pour la dernière fois.

Le Populaire, donnant un compte rendu d'une réunion du P.S. au Vélodrome d'Hiver où était invité à parler Daladier, voulut qualifier vertement quelques militants qui avaient osé manifester leur anti-militarisme.

Mal leur en prit. C'était, pour la plupart, de jeunes socialistes du service d'ordre qui avaient crié : « Notre presse à l'armée. Interdiction de Gringoire, etc. » et qui prirent plutôt mal les invectives du Populaire. Ils se plaignirent, on ne sait trop pourquoi, à l'Humanité, qui en profita pour décocher quelques coups de pied au Parti « frère ».

A cette attaque, le Populaire répondit par la forme, mais sur le fond, sur les deux us notamment, il déclara « inopportuniste d'ouvrir en ce moment une discussion entre nos deux organes ».

L'incident est pourtant significatif. Des jeunes, quel que soit leur parti, d'ailleurs, quand ils se trouvent devant un des responsables dévoués de leur sort, se moquent royalement des « regards dus à un invité » ; ils lui demandent des comptes ; et s'il vous plaît, messieurs les bonzes, vous n'êtes là, placés par la classe ouvrière, que pour servir ses intérêts et lui répondre aux questions qu'elle vous pose, même si elle ne respecte pas l'étiquette.

La naïveté de ces jeunes socialistes consiste surtout dans le fait de demander à une organisation telle que celle des staliniens un appui contre des bureaucrates. C'est tomber de mal en pis, surtout sur cette question de l'armée.

Nous comprenons fort bien que

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats

Une brochure illustrée de 16 pages

Prix : 0 fr. 25

Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

ces deux partis ne tiennent pas à ouvrir, devant la classe ouvrière, une polémique sérieuse sur la question des deux ans. Ils sont beaucoup trop occupés l'un et l'autre à préparer leurs militants à la guerre prochaine. Il est déjà assez difficile de faire avaler aux ouvriers la nécessité de la défense nationale sans aller commencer une discussion dangereuse et précise sur le maintien des jeunes travailleurs pendant deux ans dans les casernes. Ce n'est pas le moment, et nos larrons staliniens et social-démocrates s'entendent à merveille pour soutenir Daladier dans son rôle de pourvoyeurs de charniers.

Déjà le P.C. a dû faire machine arrière. Sur la résolution présentée à la Commission de l'Armée, les staliniens se sont « abstenus » sur la résolution s'élevant contre la réduction du temps de service votée des deux mains par les socialistes.

Cette adhésion, comme cette « abstention », sont loin de constituer de révolutionnaires. Il est logique que les jeunes s'inquiètent.

Camarades des J.C. et des J.S., jeunes militants ouvriers, continuez à protester. Devant la guerre menaçante, la « politesse », une sinistère plaisanterie. Votre modestie protestation doit être accentuée. Soyez vigilants, ne laissez pas étouffer votre voix.

Ralliez-vous aux militants qui mènent la lutte contre la guerre suivent la ligne bolchévique-léniniste. Rejoignez les Jeunesses Communistes Internationalistes.



Le Journal des J.S. de la Seine

Dans un de ses derniers numéros, La Jeune Garde, organe de l'Entente des J.S. de la Seine, s'explique « d'une façon malheureusement trop sommaire » sur la question de la guerre et indique comment l'Entente entend célébrer le 11 novembre.

Fort opportunément, l'organe des J.S. de la Seine rappelle le célèbre couplet de l' « Inter » sur les généraux et les paroles de Liebknecht : « L'ennemi est dans notre propre pays. » Il appelle à la lutte contre l'union sacrée et préconise la création de milices ouvrières. Mais il ne s'explique pas d'une façon précise sur l'attitude des jeunes devant la guerre et il ne dit pas un mot sur le défaitisme révolutionnaire.

Camarades J.S. de la Seine, il ne suffit pas de dénoncer, d'une façon générale, la préparation à la guerre. Il faut encore montrer aux jeunes ouvriers quelles sont les responsabilités du gouvernement de Front populaire qui continue la politique de surarmement et de militarisation de la jeunesse. Il faut démasquer les staliniens qui préparent l'union sacrée par « l'union de la jeunesse française ».

Il faut patiemment expliquer aux jeunes exploités qu'ils n'ont pas plus à attendre du grand camarade Blum que du « collaborateur technique », Marceau Pivert. D'ailleurs, le Parti Socialiste auquel vous appartenez n'a-t-il pas déclaré qu'en cas de guerre le prolétariat tout entier se lèverait pour défendre la démocratie ? Et le président du Conseil, dans son discours de dimanche dernier, ne rappelait-il pas la amoureuse distinction sur l'agresseur, qui ouvre la porte à l'union sacrée.

En effet, camarades des J.S., l'ennemi est dans votre propre pays. Mais ce n'est pas sur l'aide des Salengro et des Lagorgette que vous pouvez compter pour l'abattre.

Le réformisme qui a trahi la classe ouvrière en 1914, ne peut, en 1936, laisser aucun espoir aux travailleurs.

Soyez des révolutionnaires convaincus et souvenez-vous des enseignements de Marx et de Lénine sur les partis démocratiques. Faites

hardiment un pas en avant et séparez-vous de la S.F.I.O. Vous trouverez alors à vos côtés non seulement notre Jeunesse Communiste Internationaliste, mais encore tous les jeunes exploités qui veulent lutter contre la guerre par le regroupement de la jeunesse révolutionnaire.



Un J.E.U.N.E. nous écrit

Nous avons reçu d'un camarade membre des Jeunes Equipes Unies pour une Nouvelle Economie Sociale la lettre suivante :

« Cher Camarade, j'ai lu votre entre-feuille dans la Commune du 30 octobre 1936 — dont je suis fidèle lecteur — sur le mouvement J.E.U.N.E.S. (Jeunes Equipes unies pour une nouvelle économie sociale). D'abord, vous faites une légère erreur, ce mouvement n'est pas seulement destiné aux jeunes gens, mais à tous les hommes qui sont jeunes d'esprit. Vous dites ensuite que notre mouvement est imbu des « mythes démocratiques ».

Or, nul plus que notre mouvement n'est plus profondément révolutionnaire et notre programme découle de la pure doctrine marxiste.

Vous dites également que notre journal « passe à côté des problèmes réels qui se posent aux exploités », c'est une erreur, car notre groupe préconise « l'Economie distributive » et seule cette méthode est capable de régir un monde meilleur.

Les J.E.U.N.E.S. sont des révolutionnaires, car ils pensent que seul le socialisme peut sauver le monde ! Je suis certain que beaucoup de J.E.U.N.E.S. qui étaient auparavant fidèles de la 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> Internationale se rallieront comme moi à notre point de vue pour épargner au monde l'horreur du fascisme.

Je vous félicite pour votre idée de Rassemblement révolutionnaire et je m'étonne que vous n'ayez pas adressé d'appel aux J.E.U.N.E.S.

Agrez, camarade, mes salutations révolutionnaires.

Un J.E.U.N.E. qui sympathise avec vos idées. Sans songer à nier l'intérêt que

présente pour nous cette lettre, nous ferons remarquer à notre correspondant qu'il a une notion assez confuse du sens du mot « révolutionnaire ». Il ne suffit pas « de penser que seul le Socialisme peut sauver le monde » pour être révolutionnaire. D'ailleurs les J.E.U.N.E.S. ont une conception du socialisme qui ne découle pas précisément « de la pure doctrine marxiste ».

L'idéal socialiste en matière de distribution peut s'exprimer par : « A chacun selon ses besoins » étant admis que chacun travaille selon ses possibilités. Cela est assez loin de l'Economie distributive prônée par Duboin et Nocher et qui consiste à diviser la production en un nombre de parts égales au nombre d'habitants et de distribuer ces parts à ces derniers qui n'ont pas les mêmes besoins. (On connaît très bien qu'on ne saurait attribuer les mêmes parts à un pêcheur de la mer des Tchoukchis et à un chimiste de Philadelphie).

D'autre part, on peut assister à nombre de réunions de propagande des J.E.U.N.E.S., on peut lire chaque mois leur journal et chaque fois on se demande : Mais comment instaurer ce régime ? La question restera sans réponse, car il manque aux J.E.U.N.E.S. la notion révolutionnaire essentielle : la notion de classe.

Mettre n'importe quoi avant la classe, c'est mettre la charrue avant les bœufs. Seule la lutte armée de la classe génératrice de production, le prolétariat, peut permettre le remplacement violent, sans possibilité, de l'Economie capitaliste, par l'Economie socialiste. La voilà la révolution.

Cette lutte s'accompagne de la destruction de tout ce qu'il y a de réactionnaire dans l'appareil bourgeois : Etat, police, armée.

Or, la lutte à l'armée contre l'armée bourgeoise est une chose ignorée par les J.E.U.N.E.S.

Malgré ces divergences profondes entre J.S.I., J.E.U.N.E.S., comme ensembles de Marx, Lénine et Trotsky, et la possibilité d'entente, d'un front révolutionnaire constitué sur une base de quelques points déterminés entre J.C.I., J.E.U.N.E.S. comme entre tous les autres jeunes exploités qui veulent abattre sans retour le capitalisme et ses corollaires : la guerre et le fascisme.

Il faisait froid. Qu'importe. Cinq cents mille hommes étaient là, massés par une idée, pour un souvenir que je ne discute pas ici. De la Bastille à la Nation, une foule compacte dans les rues, un défilé monstre, une forêt de drapeaux rouges, des sections d'usine au grand complet, toutes les organisations ouvrières bannières déployées, présentes, une volonté s'exprimant, se manifestant.

Paris ouvrier tout entier était là, dans la rue. Et de la foule, montant des milliers de mètres de poitrines, l'Internationale retentissait inlassablement. Puis, un mot d'ordre s'élevait dans l'air froid : « Blum, à l'action ! »

J'étais dans la foule, perdu, anonyme, au milieu d'une mer humaine, écoutant ardemment, toute ma volonté tendue. Et sans cesse la phrase revenait : « Blum, à l'action ! »

Et moi, les réflexions fusaient, réflexions d'ouvrier, de prolétaire, parfois brutales dans leur sincérité : Oui, il est temps qu'il passe à l'action ; depuis le temps que ça dure, il faut que ça change ; ça ne peut plus durer comme ça. Et d'autres encore plus nettes : On se fout de nous, c'est comme avant.

Camarade communiste, j'ai entendu cela, et d'autres réflexions aussi ; du reste, tu les as entendues comme moi.

Oui, camarade communiste, il faut que cela cesse. Nous sommes tous d'accord pour cela. D'autant plus que nous n'avons jamais cessé de répéter : il faut que cela cesse. Cela, c'est le pouvoir capitaliste établi dans toute son horreur dans toute sa duplicité, sa fange, son mensonge, son ignominie. Cela, c'est le propriétaire, vivant grassement dans de somptueux hôtels, des quatre murs lézardés qui loue à l'ouvrier. Cela, c'est la fille de l'ouvrier se livrant à la prostitution par la misère, se vendant pour quelques francs, pour pouvoir manger ; pendant que la femme, la fille de l'industriel, ton patron, dépense des milliers de francs pour leurs bijoux, leurs toilettes ou leurs chiens. Cela, c'est le chômeur devant vivre avec six, sept ou dix francs par

de Blum ou de Staline ; quant aux révolutionnaires qui seront traqués, persécutés, la solidarité sera renvoyée à des assemblées ultérieures... par les délégués qui ne seront pas encore partis, le sac-a-dos.

Les dirigeants des groupements qui mènent le bureau de la 2 1/2 ou 3 1/2 placent, en réalité, des intérêts nationaux bourgeois au-dessus des intérêts internationaux du prolétariat. Ce groupement international, nationalement ils en ont besoin. Ils ont cas du parti ouvrier norvégien (le N.A.P.) qui y adhéra jusqu'à l'année dernière, où le pouvoir bourgeois lui échut (c'est le N.A.P. qui garde Trotsky prisonnier) n'est pas fortuit ; les autres dirigeants nationaux ne s'en sont ni émus ni indignés, car ils sont prêts à en faire autant demain.

Les camarades de l'Ecole Emancipée concluent que si la conférence de Barcelone fait œuvre positive quant au regroupement international, il y aura du « déchet » parmi les congressistes de Bruxelles. Mais, comment pourrait-elle faire œuvre positive si l'on ne met pas en avant un programme précis, un drapeau sans équivoque contre la II<sup>e</sup> et la III<sup>e</sup> Internationales ? L'expérience présente est plus qu'une confirmation de conférences de Zimmerwald positive : ceux qui étaient pour la III<sup>e</sup> Internationale, ceux qui rompaient tous les ponts avec l'opportunisme, qui ne toléraient aucune équivoque dans la question de la guerre. Non seulement il n'y a pas lieu d'épauler l'effort du P.O.U.M. de la gauche révolutionnaire, les efforts d'attachés de ministères ou des ministres en personne, il faut les combattre et il faut appeler les travailleurs à construire, sur le programme sans équivoque des bolchéviques-léninistes, la IV<sup>e</sup> Internationale et ses sections dans le monde entier.

Il y a une réponse, dira-t-on, au paragraphe suivant : « La solidarité ouvrière pour l'U.R.S.S. ne peut se concevoir dans chaque pays que par la lutte de son prolétariat contre sa propre bourgeoisie, quels que soient d'ailleurs les accords diplomatiques provisoires et fragiles qui lient la République soviétique à des puissances impérialistes ».

Mais que peuvent signifier ces mots, quel sérieux leur attribuer quand on sait qu'ils sont signés du P.O.U.M. qui collabore avec sa propre bourgeoisie espagnole et qui, à cause de cela, comme il est montré dans la citation des Bouet plus haut mentionnée, trahit le devoir élémentaire d'entraîner les travailleurs à une telle formulation que par la suite le rédacteur est Marceau Pivert qui, comme une limace se partageait sur plusieurs salades, se répand à la fois dans la franc-maçonnerie, à la présidence du Conseil, à la deuxième Internationale désignée par le parti socialiste, et à Bruxelles par la gauche révolutionnaire.

L'Internationale 2 1/2 ou 3 1/2 par sa position équivoque, sur un problème aussi essentiel que celui de l'attitude dans le cas d'une guerre où l'U.R.S.S. serait inévitablement impliquée, servira les dirigeants de la II<sup>e</sup> et de la III<sup>e</sup> Internationales à entraîner les travailleurs dans l'Union sacrée, tout comme déjà maintenant Pivert leur fait accepter le Front Populaire, et le P.O.U.M. la collaboration directe avec la bourgeoisie de gauche espagnole. Il y aura peut-être une pleurnicharde réserve sur « les graves déviations »

Nous rappelons à nos camarades que nous sommes à même de leur fournir tous les livres ou brochures qui les intéressent. Nous indiquons ci-dessous quelques livres que nous avons en stock. Nous insistons une fois de plus pour que les camarades s'approvisionnent à notre service de librairie. Par ce moyen ils aident notre organisation en fortifiant notre moyen de production. Nous nous tenons à la disposition des camarades à notre local, au 66, Faubourg Saint-Martin, tous les jours de 17 heures à 20 heures. En ce qui concerne nos camarades de province, nous sommes à même d'exécuter toute commande dans les vingt-quatre heures. La commande doit être accompagnée du montant majoré de 10 % pour frais d'expédition.

Chacun lira et diffusera LIVRE ROUGE sur le procès de Moscou. En vente à « La Commune », au prix de 4 francs.

NOTE DE LA REDACTION L'abondance des matières nous oblige à laisser sur le marbre de nombreux articles. Etre autres : — Paul et Laure Lafargue ; — Notre enquête sur l'U.R.S.S. ; — Des correspondances, dont une sur le meeting du Vél d'Hiv' ; — Critique des livres, etc...

Vient de paraître, diffusez FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? La grève générale de juin 1936. Une brochure de 48 pages par P. FRANK. Prix : UN FRANC. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Vient de paraître, diffusez le MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE aux ouvriers, paysans, soldats. Une brochure illustrée de 16 pages. Prix : 0 fr. 25. Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

Nous sommes d'accord, vois-tu, il faut que cela cesse. Mais tu dis : « Blum, à l'action ! » Alors, là, nous ne sommes plus d'accord. Blum, à l'action ! ah, mon vieux camarade, ne dis donc pas de bêtise. Ou à-tu vu une seule fois un gouvernement issu de la bourgeoisie passer à l'action autrement que pour combattre et opprimer la classe ouvrière ? Et ne penses-tu pas que notre gouvernement est un gouvernement de petits bourgeois ?

L'histoire toute entière n'est remplie que d'exemples. Est-ce pour défendre le peuple que le gouvernement de la République naissante de 1871 fusillait des milliers d'ouvriers insurgés, qui réclamaient du travail dans l'honneur. Est-ce pour défendre le peuple qu'à l'origine de la nouvelle République de 1870, proclamée par les ouvriers, les propres chefs de cette nouvelle République, huit mois plus tard, fusillèrent sauvagement 40.000 de ceux qui les avaient mis en place, parce que ces ouvriers avaient eu la prétention de se gouverner autrement ?

Tu dis : « Blum, à l'action ! » Mais pourquoi Blum et moi ne sommes-nous pas ? Nous étions cinq cents mille à la Bastille, autant à Lille. Te l'assure, mon vieux camarade, qu'en 1789, quand les Républicains, qui étaient révolutionnaires à cette époque, ont pris la Bastille, ils n'étaient pas cinq cents mille. Nous étions cinq cents mille et nous n'avons rien fait.

Tu dis : « Blum, à l'action ! » Mais parlons sérieusement ; l'exemple de la semaine dernière ne te suffit-il pas ? Ce même gouvernement, que tu invites à agir, a-t-il eu le courage d'interdire ce touche-à-tout de Gringoire ? Il a fallu que soient les ouvriers de Lille, qui en prennent l'initiative et qui en aient le courage. Et tu invites ce gouvernement, qui n'a pas osé faire ce que toi, ouvrier, tu as fait, à passer à l'action ?

Communiste, mon camarade, réfléchis un peu, desecrète pas en toi, fais ton examen de conscience. Et, après, viens nous voir, rejoins nos rangs, viens lutter avec nous, œuvrer pour la lutte finale. Ensemble, nous ferons de l'action. Ensemble, nous ferons la révolution. Et cela cessera.

En fin de quelques lignes que nous avons publiées dans notre précédent numéro au sujet de la conférence de Bruxelles de l'Internationale 2 1/2 ou 3 1/2, c'est-à-dire des formations ayant rompu avec la deuxième ou la troisième Internationale mais n'ayant pas adopté comme position précise la constitution de la quatrième Internationale, nous observons que la conférence n'avait pris aucune position contre la répression staliniste qui s'exerce en U.R.S.S. sur l'avant-garde du prolétariat soviétique ; nous ajoutons que c'était le fait de la politique générale de ces groupements.

Pour le démontrer, nous allons recourir au compte-rendu de cette conférence publié dans l'Ecole Emancipée, autour de laquelle restent rassemblés la plupart des éléments de l'ex-Fédération unitaire de l'Enseignement. Ces camarades, dont nous avons plus d'une fois critiqué la position passive, expectative sur des problèmes essentiels, derrière laquelle s'abritait passablement de confusion, vicieusement de « s'occuper eux-mêmes, au contact des éléments de nationalités diverses que, sur le plan international, l'équivoque reculait les pires dangers.

Comment les choses se sont-elles déroulées ? Dans la discussion générale sur la guerre, le fascisme et l'impérialisme, le projet de résolution présenté ainsi que la résolution finalement adoptée contiennent diverses parties relatives à l'U.R.S.S. Des camarades — dont ceux de l'Ecole Emancipée — ayant demandé et obtenu que la question de l'U.R.S.S. soit traitée dans son ensemble à la prochaine conférence (à Barcelone), il a été entendu que, dans la résolution votée, les passages de l'U.R.S.S. n'auraient qu'un caractère provisoire. Néanmoins, la résolution a été votée.

Mais le profit le plus certain que la bourgeoisie a retiré du suicide de Salengro réside dans le potentiel guerrier dans toutes les couches de la population et surtout dans la classe ouvrière. Entre le suicide et les funérailles, la presse dite de gauche a soutenu

hausse le ton contre l'Allemagne. Et pas seulement l'Humu, le Popu et l'Entu, mais les feuilles hebdomadaires. Vendredi a écrit qu'il s'agissait d'un « crime souhaité, préparé, commandé par l'Allemagne ». Le droit de Vivre, organe de la L.I.C.A., parle des assassins « racistes ».

Quant à l'enterrement, tout comme Paris avait fait à Jaurès des funérailles « dignes de lui », Lille et Paris (sans compter d'autres villes) vont se dérouler des cortèges sans fin et toute la France put entendre par la T.S.F. le discours de Blum dans lequel le leader de la S.F.I.O. glorifiait chez son collaborateur des vertus patriotiques ainsi que l'homme d'honneur et le Français et le Lillois etc., etc.

Tout cela, pour finir dans la bouche d'Herriot par un appel patriotique à l'opinion en faveur du « respect mutuel » entre Français (c'est-à-dire à la soumission des exploités envers leurs exploités). Radicaux socialistes et communistes ont applaudi unanimement à cette péroraison en faveur de l'union de la nation française », comme radicaux et socialistes avaient manifesté aux funérailles de Jaurès pour « l'union sacraée » de M. Poincaré.

Que conclure, camarades, sino que le cadavre de Jaurès, comme celui de Salengro, ont été identiquement utilisés par la bourgeoisie française et ses valets en vue de la préparation de... millions de cadavres.

En fin de quelques lignes que nous avons publiées dans notre précédent numéro au sujet de la conférence de Bruxelles de l'Internationale 2 1/2 ou 3 1/2, c'est-à-dire des formations ayant rompu avec la deuxième ou la troisième Internationale mais n'ayant pas adopté comme position précise la constitution de la quatrième Internationale, nous observons que la conférence n'avait pris aucune position contre la répression staliniste qui s'exerce en U.R.S.S. sur l'avant-garde du prolétariat soviétique ; nous ajoutons que c'était le fait de la politique générale de ces groupements.

Pour le démontrer, nous allons recourir au compte-rendu de cette conférence publié dans l'Ecole Emancipée, autour de laquelle restent rassemblés la plupart des éléments de l'ex-Fédération unitaire de l'Enseignement. Ces camarades, dont nous avons plus d'une fois critiqué la position passive, expectative sur des problèmes essentiels, derrière laquelle s'abritait passablement de confusion, vicieusement de « s'occuper eux-mêmes, au contact des éléments de nationalités diverses que, sur le plan international, l'équivoque reculait les pires dangers.

Comment les choses se sont-elles déroulées ? Dans la discussion générale sur la guerre, le fascisme et l'impérialisme, le projet de résolution présenté ainsi que la résolution finalement adoptée contiennent diverses parties relatives à l'U.R.S.S. Des camarades — dont ceux de l'Ecole Emancipée — ayant demandé et obtenu que la question de l'U.R.S.S. soit traitée dans son ensemble à la prochaine conférence (à Barcelone), il a été entendu que, dans la résolution votée, les passages de l'U.R.S.S. n'auraient qu'un caractère provisoire. Néanmoins, la résolution a été votée.

Mais le profit le plus certain que la bourgeoisie a retiré du suicide de Salengro réside dans le potentiel guerrier dans toutes les couches de la population et surtout dans la classe ouvrière. Entre le suicide et les funérailles, la presse dite de gauche a soutenu

hausse le ton contre l'Allemagne. Et pas seulement l'Humu, le Popu et l'Entu, mais les feuilles hebdomadaires. Vendredi a écrit qu'il s'agissait d'un « crime souhaité, préparé, commandé par l'Allemagne ». Le droit de Vivre, organe de la L.I.C.A., parle des assassins « racistes ».

Quant à l'enterrement, tout comme Paris avait fait à Jaurès des funérailles « dignes de lui », Lille et Paris (sans compter d'autres villes) vont se dérouler des cortèges sans fin et toute la France put entendre par la T.S.F. le discours de Blum dans lequel le leader de la S.F.I.O. glorifiait chez son collaborateur des vertus patriotiques ainsi que l'homme d'honneur et le Français et le Lillois etc., etc.

Tout cela, pour finir dans la bouche d'Herriot par un appel patriotique à l'opinion en faveur du « respect mutuel » entre Français (c'est-à-dire à la soumission des exploités envers leurs exploités). Radicaux socialistes et communistes ont applaudi unanimement à cette péroraison en faveur de l'union de la nation française », comme radicaux et socialistes avaient manifesté aux funérailles de Jaurès pour « l'union sacraée » de M. Poincaré.

Que conclure, camarades, sino que le cadavre de Jaurès, comme celui de Salengro, ont été identiquement utilisés par la bourgeoisie française et ses valets en vue de la préparation de... millions de cadavres.

En fin de quelques lignes que nous avons publiées dans notre précédent numéro au sujet de la conférence de Bruxelles de l'Internationale 2 1/2 ou 3 1/2, c'est-à-dire des formations ayant rompu avec la deuxième ou la troisième Internationale mais n'ayant pas adopté comme position précise la constitution de la quatrième Internationale, nous observons que la conférence n'avait pris aucune position contre la répression staliniste qui s'exerce en U.R.S.S. sur l'avant-garde du prolétariat soviétique ; nous ajoutons que c'était le fait de la politique générale de ces groupements.

Pour le démontrer, nous allons recourir au compte-rendu de cette conférence publié dans l'Ecole Emancipée, autour de laquelle restent rassemblés la plupart des éléments de l'ex-Fédération unitaire de l'Enseignement. Ces camarades, dont nous avons plus d'une fois critiqué la position passive, expectative sur des problèmes essentiels, derrière laquelle s'abritait passablement de confusion, vicieusement de « s'occuper eux-mêmes, au contact des éléments de nationalités diverses que, sur le plan international, l'équivoque reculait les pires dangers.

Comment les choses se sont-elles déroulées ? Dans la discussion générale sur la guerre, le fascisme et l'impérialisme, le projet de résolution présenté ainsi que la résolution finalement adoptée contiennent diverses parties relatives à l'U.R.S.S. Des camarades — dont ceux de l'Ecole Emancipée — ayant demandé et obtenu que la question de l'U.R.S.S. soit traitée dans son ensemble à la prochaine conférence (à Barcelone), il a été entendu que, dans la résolution votée, les passages de l'U.R.S.S. n'auraient qu'un caractère provisoire. Néanmoins, la résolution a été votée.

Mais le profit le plus certain que la bourgeoisie a retiré du suicide de Salengro réside dans le potentiel guerrier dans toutes les couches de la population et surtout dans la classe ouvrière. Entre le suicide et les funérailles, la presse dite de gauche a soutenu

hausse le ton contre l'Allemagne. Et pas seulement l'Humu, le Popu et l'Entu, mais les feuilles hebdomadaires. Vendredi a écrit qu'il s'

# Ouvriers, paysans, soldats...

AUTOUR DU CONGRÈS DES MÉTAUX

## Où Sémat se prépare à la manœuvre

Le CONGRÈS des Métaux vient de s'ouvrir ; les jours précédents ont montré que l'appareil s'inquiète, craignant d'être débordé par la volonté de la base. La lutte de classes est plus forte que tous les fonctionnaires syndicaux, elle continue de régir les rapports entre ouvriers et patrons, entre le travail et le capital. A travers la bataille revendicative, le prolétariat retrouve tous ses instincts de combat et il arrive un moment où les plus savantes manœuvres sont impuissantes à entretenir des illusions dans la classe ouvrière.

Le rôle de l'appareil syndical est précisément de faire croire à des illusions telles que l'arbitrage gouvernemental, l'obligation pour le patron de respecter les contrats collectifs, le recours à la justice bourgeoise afin d'empêcher les masses de pratiquer l'action directe, de les contraindre à respecter la légalité et la propriété capitaliste.

Or, la bureaucratie syndicale est inquiète au sujet de la Fédération des métaux. Les effectifs syndiqués sont passés de 40.000 à quelque 600.000. Les métaux ont été des précurseurs dans le mouvement de juin et depuis ils n'ont pas cessé la lutte. Ils sont aux prises avec le patronat le plus puissant, celui qui commande presque toutes les autres industries et dont l'omnipotence personifie bien le capitalisme. S'ils ouvrent une brèche victorieuse dans cette omnipotence, contraignant un comité des Forges à capituler non pas seulement pour quelques jours mais d'une façon irrémédiable, tout le régime en reçoit un coup.

La tactique d'occupation des usines qui, fatalement, se complètera d'autres initiatives et aboutira à l'occupation non plus temporaire mais définitive et à l'exploitation par les ouvriers est l'élément primordial dans cette lutte. Si les ouvriers l'ont compris, les patrons aussi. Ils mettent tout en œuvre pour qu'elle cesse. L'appareil syndical, fidèle exécutant, se dresse contre l'occupation des usines.

C'est ainsi qu'au Congrès des Métaux, pour la région lyonnaise, tenu à Lyon il y a un mois, Sémat s'était élevé contre l'occupation des usines et avait fait adopter une résolution dans ce sens. Mais, depuis, il y a eu l'affaire Sauter, l'affaire Panhard où les ouvriers ont appliqué leur tactique, où ils auraient triomphé si les représentants de la C.G.T. ne s'étaient entremis pour leur faire lâcher prise. Les ouvriers ne pardonnent pas que l'on puisse négocier la liquidation de certains des leurs, ils sentent que ça équivaut à une défaite pour eux. Il y a maintenant la grève de la métallurgie du Nord qui peut s'étendre ; toute nouvelle tractation qui ne donnera pas satisfaction aux ouvriers discréditera l'appareil et peut à peu dévoiler la compromission.

Aussi dans un article de l'Humanité, tiré de barrage pour la préparation du Congrès des Métaux, qui menace d'être houleux, Sémat est prudent et équilibré. Dame, on tient à sa place !

Il dit qu'« il est nécessaire de clarifier la question de l'occupation des usines ». Mais ce n'est pas lui qui la clarifie ! « Nous ne pouvons rejeter cette technique nouvelle de la lutte directe du mouvement syndical », écrit-il, mais aussitôt il ajoute : « Les classes moyennes sont inquiètes, des amis du Front populaire sont désorientés et cependant il faut maintenir notre unité dans le Rassemblement du Front populaire... nous n'appliquons pas l'occupation des usines pour des motifs de second plan ».

Qu'est-ce à dire, camarades métaux ? Cela veut dire que lorsque vous voudrez occuper les usines pour défendre des salaires, des copains que l'on renvoie, une semaine que l'on raccourcit pour faire tomber la production, on vous objectera qu'il s'agit là de motifs de second plan et l'on ajoutera : « Attention ! les radicaux sont mécontents, les classes moyennes s'émeuvent, arrêtez, sinon le Front populaire sera brisé ».

Et pour ne pas briser la collaboration avec la bourgeoisie ;

vous accepterez la capitulation et l'écrasement de votre classe ? Cela, jamais !

« Il n'y aura plus d'occupation d'usines lorsque la bourgeoisie acceptera honnêtement des lois de progrès social ». L'honnêteté de la bourgeoisie, qu'est-ce que cela ?

Sémat dit, d'autre part, que le patronat élargit son attaque contre les « lois sociales » et qu'il se prépare pour éviter les surprises telles que l'occupation. Mais il oublie son rôle de responsable en n'invitant pas le Congrès des Métaux à préparer la classe ouvrière à élargir son action pour riposter et s'assurer une victoire absolue et définitive.

Il oublie son rôle en ne disant pas que l'occupation des usines est la base d'action, qu'elle doit se pratiquer, qu'elle doit se généraliser et se compléter par : le contrôle ouvrier ; la constitution des comités d'usines.

Les ouvriers doivent le lui signifier et imposer leur volonté. Sinon Sémat imposera la sienne et préparera le triomphe de la réaction patronale.

### NOTE

Le Congrès de la Fédération des Métaux s'ouvrant au moment où nous composons ce numéro, nous consacrerons, à ses travaux, une place importante dans le numéro suivant.

### NOTRE ORIENTATION QUI N'EST PLUS LA LEUR

« Et surtout, quelle faute impardonnable si après avoir préparé pendant des années, les esprits à l'idée de la transformation de la guerre impérialiste en guerre civile, notre parti était impuissant à réaliser, non seulement dans l'armée, mais aussi dans les usines de guerre (et toute l'industrie dans la guerre prochaine, si nous ne parvenons pas à l'arrêter, sera une industrie de guerre) le défaitisme pratique, générateur de révolution. »

L'HUMANITÉ (1934).

### Lettre d'un petit artisan

Sympathisant à « La Commune », je vous demande de passer quelques lignes au sujet des petits artisans. Il y aurait une reprise légère des affaires. Mais les gros fournisseurs qui nous harcèlent de leurs voyageurs et de leurs aspects aux temps les plus aléatoires de la crise, sous le ministère Laval, nous refusent aujourd'hui presque systématiquement toutes les commandes de marchandises dont nous avons absolument besoin.

Dependant je sais que les matières premières que je commande ne manquent pas, même si les ouvriers abandonnaient le travail pendant des mois, des stocks de marchandises subsistent.

Toutes ces manœuvres du haut patronat ne sont qu'une des formes de l'attaque contre la classe ouvrière tout entière.

Les petits artisans ne pourront pas s'en tirer autrement qu'en appuyant la lutte des ouvriers pour expropriation des gros.

### UNE CONFÉRENCE À LYON

#### Où l'on apprend qui s'oppose à l'amnistie

De l'exposé du député socialiste Philip à l'Unitaire, le 21 novembre, deux points sont à retenir et surtout deux leçons à tirer.

Le premier est le réquisitoire que dressa Philip contre ceux qui avaient tenté d'atteindre Salengro à l'aide de la calomnie et qui, par ce procédé, voulaient planter une banderille dans le flanc du Front populaire. Nous étions quelques-uns, dans cette salle, dont la pensée s'échappait en direction de la Norvège et de Moscou où des hommes, des révolutionnaires, sont emprisonnés et dont le simple crime est le refus d'abdiquer leur conception leniniste, pour le credo du jour, dans la Russie actuelle : c'est qu'il consiste à adorer le « roi Soleil » en la personne de Staline.

Notre pensée allait vers cet infatigable révolutionnaire, L. Trotsky, que des adversaires politiques tentent, de plus plusieurs années à l'aide des pires calomnies, de discréditer aux yeux des travailleurs en l'apparentant au fascisme. Fascistes et stalinistes réclament en même temps l'arrestation de L. Trotsky et il n'est trouvé un gouvernement « socialiste » pour céder à ce chantage.

L'autre point, non moins grave, est la réponse que fit Philip au camarade Duméril, secrétaire du Comité central antifasciste de la région lyonnaise, qui a demandé au député du Front populaire de réaliser, sans délai, l'amnistie pour les déserteurs et les objecteurs de conscience, ainsi qu'une réduction de la durée du service militaire.

« Impossible », a répondu Philip, nous nous heurtons à l'état-major qui s'y oppose systématiquement. »

« Pas d'amnistie, pas de réduction du service militaire, a dit le ministre de la Guerre, Daladier. Sinon : démission ! »

Ce grave aveu — qui ne nous surprend pas — indique clairement que nous ne réalisons rien de ce que nous demandons au gouvernement de Front populaire.

Professeurs, c'est ainsi que les choses ont commencé en Espagne. Il faut que ça cesse au plus vite !

## BATAILLES OUVRIÈRES

### MÉTAUX

A Lille

Des centaines de milliers de travailleurs ont suivi, à Lille, les obsèques de Salengro. Mais, au même moment, il y avait des milliers de métallos dans le Nord qui occupent leurs usines.

Après celui du textile, le patronat de la métallurgie lilloise provoque les travailleurs et veut reprendre ce qu'il a cédé en juin. Il a pris ses précautions, a tiré ses plans pour pouvoir faire faire le travail ailleurs. Et, en outre, il exige l'évacuation des usines.

Les travailleurs de la métallurgie lilloise ne se laissent pas faire ; ils n'écouleront pas le successeur de Salengro comme les textiles ont eu tort d'écouter les conseils de Salengro deux mois auparavant.

Et pour empêcher que la grève soit torpillée par l'exécution du travail dans d'autres entreprises, la lutte doit être étendue, élargie dans toute la métallurgie de France.

Création de conseils d'usines pour savoir d'où viennent les commandes, Congrès des conseils d'usines pour décider des méthodes de lutte à employer.

### Chez Sautter-Harlé

Un exemple plus que significatif

C'est souvent que la longue grève des ouvriers chez Sautter-Harlé avait cessé par la réquisition de l'usine par le gouvernement, en l'espèce par le ministère de la Marine pour lequel cette maison consacre presque toute sa fabrication. On se souvient également de l'affiche de la Fédération socialiste de la Seine à cette occasion : « Voici de quel bois se chauffe notre gouvernement, avis à messieurs les capitalistes, vous allez marcher droit maintenant. »

Mais l'expérience est probante, désormais, pour les ouvriers de chez Sautter-Harlé. Le patronat est resté le patronat ; mais pour le couvrir, pour le protéger, pour l'aider dans toutes ses manœuvres contre les ouvriers, il a maintenant à sa disposition les gens du ministère de la Marine chargés de la réquisition, à commencer par un nommé Winterboth.

Comment fonctionne le service des commandes ? Ou plutôt comment est-il saboté, tout comme les autres services de l'usine ? Chez Sautter-Harlé, les travailleurs s'aperçoivent du résultat : licenciements brusqués et menaces d'autres licenciements.

La direction s'est bien gardée de prévenir les délégués ouvriers ; ils ont appris comme tout le monde, le mardi 10 novembre, par un affichage.

Le licenciement pour le seul motif de l'occupation de l'usine, la Marine avait, pour répondre à des questions au sujet de bruits qui circulaient, déclaré qu'il n'y avait aucune décision de prise. Or, les licenciements qui sont affichés portent la signature de l'ingénieur chargé de la réquisition.

### DANS LE LIVRE

#### A PARIS

La rupture des pourparlers qui vient de se produire entre les organisations patronale et ouvrière du Livre, malgré les concessions et la longanimité de cette dernière, vient souligner l'unité de la pratique de la collaboration et de conventions amiables.

L'initiative de rupture prise par les patrons est la contre-partie de l'assemblée générale des types du 13 novembre. D'un côté les ouvriers, visés à la lutte, sentent l'heure du coude à coude, de l'unité dans la décision, décidés à arracher les salaires, les conditions de travail, la semaine de quarante heures. De l'autre le patronat se voyant en face d'une vague comparable à celle de l'après-guerre, où les salaires avaient marqué un retard extraordinaire par rapport à la montée du coût de la vie et à la dévaluation (ou dilution de l'inflation). En outre ce patronat est trépidant par les conséquences de la super-anarchie capitaliste, et est plus ou moins à même, suivant les catégories, de supporter les incidences des nouvelles lois sociales. Enfin le projet de l'imprimerie par lui-même est sujet à une profonde évolution, tout comme celui de beaucoup d'industries dans la société actuelle.

Entre les deux blocs, bloc ouvrier, bloc patronal, se situent les directions syndicales ouvrières, étroitement obsédées à vouloir concilier les inconciliables. Et comme la masse est la masse est telle quelle passe par-dessus les secrétaires réformistes, le patronat pare le coup en passant à l'attaque.

Pour les ouvriers de l'imprimerie, la question est claire : la lutte seule, grève généralisée à toute la corporation sans exception de catégorie ni d'atelier, grève sur le tas, avec piquets de grève, équipes de vigilance, services d'ordre des ouvriers armés pour éviter des assassinats comme celui d'un ouvrier par un patron de Clichy.

Publication d'un bulletin quotidien de la grève. En cas de mouvement des journaux, suppression de la presse ouvrière, parution de la presse ou-

rière, publication d'un journal par les ouvriers du Livre, rédigé et contrôlé par les comités et délégués des ouvriers de Paris.

A BRUXELLES

Il nous a été donné, lors d'un voyage en Belgique, de faire connaissance avec des camarades bruxellois et de parler du mouvement syndical, en particulier dans le Livre.

Nous avons été assez grandement surpris d'apprendre que des assemblées mensuelles réunissent les travailleurs de l'ensemble de la Belgique, et que l'assemblée statutaire (3 francs) était appliquée aux absents, et que ces assemblées étaient nombreusement suivies et fertiles en éducation syndicale. Au surplus, « l'Association libre des Compositeurs et Imprimeurs de Bruxelles » édite un organe mensuel : « La Voix Typographique ».

Quel plaisir pour un militant de lire leur bulletin mensuel et de penser amèrement ensuite à la méthode employée par nos pontifes syndicaux.

Lisons ensemble, dans le numéro de novembre, le compte rendu de l'assemblée d'octobre. Après une rapide expédition des affaires courantes et lecture de la correspondance, cette assemblée a tenu à dire un mot de solidarité créée aux événements d'Espagne. On y sent l'appréhension avec laquelle sont discutés les moyens d'apporter un appui moral et matériel à nos camarades espagnols qui se font massacrer par des soldats appuyés ouvertement par le fascisme international.

Quelques fossiles peuvent penser par pur égoïsme que la lutte contre le fascisme est du ressort politique, nos camarades bruxellois ont depuis longtemps compris qu'elle était du domaine syndical. L'exemple trop récent de nos camarades allemands qui se sont vu supprimer le droit syndical en même temps que Hitler leur confisquaient et leurs fonds et leurs immeubles, ne peut tout de même laisser indifférents ceux qui comprennent que le syndicat est le plus sûr moyen de sauvegarder et d'améliorer des revendica-

tions ouvrières. La lutte contre toute tentative d'instauration d'un régime autoritaire doit donc être comprise dans le programme syndical.

La Voix Typographique a même campagne depuis longtemps déjà contre le fascisme, en particulier contre le régime du chef, Degrelle, ne cache pas ses affinités avec Hitler, l'assassin des militants révolutionnaires allemands.

Dans le numéro dont nous parlons, l'article de fond fait une comparaison avec l'Allemagne de Weimar ou le mouvement syndical, cependant puissant et même montré en exemple au monde ouvrier, par son désintéressement de la propagande hitlérienne et sa politique de stricte neutralité à l'égard du régime nazi.

La conclusion est que si les travailleurs n'y prennent garde, ils subiront le sort hideux et sanglant de leurs frères voisins.

Il est joint, dans ce bulletin, un tract de la Fédération locale du Livre, dont voici le texte :

Des événements extrêmement graves se préparent.

Sous le masque de « Rex », le fascisme tente de s'emparer des leviers de commande du Gouvernement et détruire, par la terreur s'il le faut, jusqu'aux vestiges mêmes de nos organisations syndicales de classes.

Conscient du sort subi par les travailleurs dans les pays où le fascisme s'est imposé par le sang et par le feu, les dirigeants de la Fédération locale du Livre font appel à la vigilance de tous les membres. Dès ce jour, tous doivent se trouver en état d'alerte et prêts à répondre à la mobilisation des forces antifascistes pour la défense de nos organisations syndicales et des droits que nous avons conquis de haute lutte.

REXISME - FASCISME - CAPITALISME c'est un seul ennemi sous différents masques, ne le laissons pas passer.

Il ne passera pas, si vous le voulez !

ALIMENTATION

### Chez Lebaudy

Les gens en sont à leur vingt-cinquième jour de grève. Et le moral est toujours bas, malgré l'obligation pour les copains parisiens et algériens de grelotter au piquet de grève. Des agents sont en faction permanente en face du piquet de grève ; mais ce n'est pas pour défendre les copains s'ils étaient attaqués par des fascistes — comme à Clichy — c'est uniquement sur eux-mêmes que les grévistes de Lebaudy-Sommer doivent compter pour poursuivre la grève jusqu'à complète satisfaction.

### Chez Citroën

Dans la maison Citroën (Compagnie Michelin, Schneider et Cie) nous assistons depuis les premiers froûds à une offensive brutale, intensive, impitoyable du patronat.

Non seulement la loi de 40 heures n'est pas envisagée, mais la direction ridiculise totalement les droits — très fictifs d'ailleurs — des délégués ouvriers en renvoyant toute revendication concernant le service, si minime soit-elle, devant la « commission », c'est-à-dire aux calendes grecques.

Une demande de savoir pour les livraisons est renvoyée à la commission !

Le patronat cherche visiblement à pousser les ouvriers à bout. Le patronat cherche à exaspérer la classe ouvrière dans l'espoir de la pousser au désespoir.

Que les travailleurs de Citroën s'organisent pour imposer le contrôle ouvrier. Assez de la politique larmoyante du syndicat et du Front populaire. Il faut une politique de combat.

AUX Tréfileries et Laminoirs du Havre

Depuis toujours, cette boîte qui fait travailler 1200 ouvriers a été connue, parmi les métaux, pour ses conditions de travail absolument infâmes. Non seulement on y est exploité suivant les méthodes les plus modernes de Taylorisation, mais encore on est obligé d'y travailler sans aucune sécurité.

CHRONIQUE PAYSANNE

## L'unité syndicale chez les paysans

La direction stalinienne de la Confédération Générale des Paysans Travailleurs, qui a combattu d'abord la réalisation de l'unité syndicale des paysans, puis en a dématérialisé l'existence, n'a encore tenu qu'un seul congrès, semble assez sûre de sa force pour intégrer Calvayrac et sa C.N.P.

On sait ce que signifie, en l'occurrence, la préparation d'un congrès ! La C.G.P.T. qui, en huit années d'existence, n'a encore tenu qu'un seul congrès, semble assez sûre de sa force pour intégrer Calvayrac et sa C.N.P.

En conséquence, et sous une forme ultérieure, elle lui propose « la tenue immédiate d'un congrès de fusion dont elle s'engage à accepter les décisions prises à la majorité des délégués et exprimant les volontés de leurs mandants ».

Qu'est-ce à dire ? Le congrès de fusion devra déterminer les statuts, les principes, le programme et la direction de la nouvelle organisation. Or, l'état-major stalinien de la C.G.P.T. acceptera d'être temporairement minorité à la nouvelle direction : ses principaux fonctionnaires sont casés soit à la Chambre, soit dans le commerce des vins...

En conséquence, en apparence, des concessions en ce qui concerne les postes permanents de la future Confédération paysanne, la C.G.P.T. espère enlever la question du programme et des statuts... et réaliser avec le « Front des paysans français » la politique d'union sacrée et de chauvinisme qui est désormais la sienne.

Calvayrac et les militants de la C.N.P. vont-ils tomber dans le piège ouvert sous leurs pas ?

Auront-ils le courage et la volonté de réclamer, au cas de ce congrès inconnu, une préparation commune ? C'est-à-dire la parution d'une Tribune de discussion, la discussion

simultanée dans les syndicats de la C.G.P.T. et dans ceux de la C.N.P., une représentation au congrès basée non sur les forces numériques de chaque fédération, mais sur l'effectif total de la C.G.P.T. et de la C.N.P., à raison d'un mandat par cinq adhérents.

Les militants de la C.G.P.T. et de la C.N.P. acceptent-ils un congrès bâclé ou sauront-ils exiger l'ajournement de ce congrès à février ou mars, en tenant compte que trois mois sont à peine suffisants pour que les problèmes posés devant les congrès soient connus, étudiés, discutés ?

Toute la question est là.

### Lettres du village

#### ALPES-MARITIMES

À Cannes, les paysans apportant eux-mêmes au marché couvert de la ville leurs produits ne disposent en mauvaise position — que du quart à peine de surface arbitraire et devaient vendre sur le trottoir, exposés à toutes les intempéries.

Les paysans ont protesté, se sont réunis, ont discuté et finalement obtenu satisfaction.

La municipalité de Cannes accepte en outre une commission permanente de douze paysans pour la police et l'administration du marché.

#### LOT-ET-GARONNE

Près de 800.000 paysans et artisans, groupés dans 2.231 communes de France, sont encore privés d'électricité.

Mais nombre de communes qui en sont aujourd'hui dotées, n'en permettent pas l'usage à ceux de leurs contribuables qui habitent les « écarts ».

Ces contribuables sont pour la plupart des petits paysans, fermiers ou métayers.

Faire les frais d'une installation ? Autant vendre la ferme, le bétail et les meubles !

Mais que deviennent ces fameux grands travaux propres à résorber le chômage ?... Et quand serons-nous groupés autour de nos conseils paysans pour contrôler l'emploi des crédits affectés à ces travaux ?

Ceux qui travaillent ont la ressource d'occuper l'usine pour faire aboutir leurs revendications. Les chômeurs, eux, n'ont que la rue et les mairies. A l'exemple des chômeurs de Clichy, les chômeurs doivent se rassembler et, en manifestant dans la rue, imposer leurs revendications.

Les chômeurs ne se laisseront pas attirer par les offres alléchantes, leur proposant d'aller en province travailler dans les usines de guerre, tourner des obus dont ils seront les victimes. Assez de misère ! Les chômeurs, comme les travailleurs conscients, veulent la paix. Et ils travailleront seulement à la paix par leur lutte révolutionnaire de tous les jours.

Assez de quotas organisés par les stalinistes avec les curés et la bourgeoisie ! Assez de réconciliation avec ceux qui nous affament ! Action révolutionnaire contre la bourgeoisie, action qui doit avoir à sa tête les chômeurs, premières victimes misérables de la société capitaliste.

Pour une augmentation des allocations !

Pour l'organisation des loyers !

Pour l'application immédiate des 40 heures !

#### Au Comité d'Argenteuil

La région Ouest avait convoqué à Colombes les comités pour leur faire un compte rendu de la réunion préparatoire du Congrès des comités de France qui doit avoir lieu les 17-18-19 décembre. Après les exposés de plusieurs responsables et de W. Rochet, de Colombes, plusieurs camarades demandèrent la parole qui leur fut tout d'abord refusée, le président prétextant que la réunion n'était pas contradictoire.

Sous la pression de l'auditoire, Rochet fit accorder la parole aux copains qui l'avaient demandée. Les suggestions qu'ils ont apportées, il y en a de justes et d'autres qu'il est nécessaire d'étudier. C'était dans le but de repousser ces suggestions que les staliniens du comité de Colombes refusèrent la parole, sentant bien que ces camarades apporteraient quelque chose de constructif. Quant à eux, ils n'avaient fait que des promesses. Des promesses, Lénine l'a dit, ne coûtent pas cher.

Les chômeurs entendent le même refrain depuis cinq ans, ils en ont assez.

Camarades, n'écoutez plus les stalinistes. Passons des paroles aux actes.

#### Rectification

Dans notre article « Au comité des chômeurs d'Argenteuil » il est dit « les (les trotskystes) ont fait obtenir aux chômeurs de Clichy un bon de vestiaire de 60 francs à prendre dans les magasins » ; c'est « nous faire obtenir » qu'il faut lire. Les chômeurs de Clichy ont malheureusement pas encore arraché cette revendication ; mais les chômeurs en ont assez de mendier et leur action directe pourrait amener prochainement d'heureux résultats pour cette revendication.

Le gérant : G. VAN HEIJENOORT

Ce journal est composé et tiré par des ouvriers syndiqués.

IMPRIMERIE SPECIALE DE « LA COMMUNE »

86, Faubourg-Saint-Martin, Paris (10<sup>e</sup>).

### BULLETIN D'ABONNEMENT

Nom : \_\_\_\_\_

Adresse complète : \_\_\_\_\_

Un an : 20 francs (1) — Six mois : 10 francs (1) Abonnement de propagande (3 mois) : 5 francs.

Adresser le montant au compte chèques postaux 171-807

G. BRAUSCH — 86, FAUBOURG SAINT-MARTIN — PARIS (10<sup>e</sup>)

Cochez les mentions voulues

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_